

### EDITO : L'ÉQUATION AGRICOLE DE DONALD TRUMP

Les Etats-Unis doivent redéfinir leur politique agricole dans quelques semaines. L'incertitude reste toutefois élevée puisque les élections de mi-mandat peuvent retarder l'éclosion de la Loi Agricole sur les cinq prochaines années. Les agriculteurs ont pourtant besoin d'avoir un horizon dégagé, car ils sont depuis quelques mois malmenés par la politique commerciale de leur Président. En multipliant les actions coup de poing envers un certain nombre de pays, Donald Trump fragilise l'agriculture américaine.

L'agriculture des Etats-Unis est sans doute à un tournant de son histoire. Les joutes commerciales du Président Trump envers la Chine, ou encore la Turquie, amplifient la dégradation des résultats économiques des agriculteurs américains. En 2018, leur revenu devrait tomber à son plus bas niveau depuis près d'un quart de siècle, succédant à la forte embellie de 2011-2014. En relevant les droits de douane sur l'acier et l'aluminium notamment, Trump a attisé les mesures de rétorsions mises en œuvre par Pékin sur les importations chinoises de produits agricoles (soja, coton, viande de porc, sorgho...). Il devrait en découler un ralentissement du rythme des exportations américaines, dont on sait qu'elles conditionnent pour une part non négligeable le revenu agricole.

Les agriculteurs sont donc en attente de soutiens. Ces derniers ont été débloqués sous forme d'aides directes couplées d'urgence pour le coton, le maïs, le lait, le porc, le soja, le blé et le sorgho, mais aussi en empruntant la voie de l'aide alimentaire pour plus d'un milliard de dollars, et, enfin, par un soutien à la commercialisation des produits, sans davantage de précision pour l'instant.

#### UNE POLITIQUE COMMERCIALE AUX RETOMBÉES LOGIQUES

Les sanctions commerciales infligées à la Chine par Washington obligent Pékin à diversifier ses sources d'approvisionnement en produits agricoles, processus déjà enclenché depuis quelques années s'agissant du soja, puisque le Brésil a supplanté les Etats-Unis comme premier fournisseur de la Chine. L'attitude du Président américain peut amplifier ce phénomène, dans des secteurs comme les vins, les fruits, le sucre, les produits laitiers, le coton ou encore les viandes (UE, Brésil, Chili, Argentine, Australie...). Au point de se demander si la surtaxation des importations en provenance de Chine ou d'ailleurs de Donald Trump, ne devient pas finalement une alliée des concurrents des agriculteurs américains.

Si cette tendance se confirmait dans les mois à venir, nul doute qu'elle consoliderait les ambitions de pays comme le Brésil, dont l'économie dépend étroitement des exportations de produits agricoles et alimentaires. Le coton constitue un exemple emblématique de la stratégie brésilienne, qui, à la faveur de la hausse des droits de douane sur les importations chinoises de coton américain, envisage d'accroître les surfaces emblavées à l'horizon 2020, les portant à plus de 1,4 million d'hectares. Reste toutefois à savoir si les agriculteurs brésiliens, touchés par la crise économique et par les incertitudes politiques, auront les réserves de capacités de production suffisantes pour répondre au surcroît de demande exprimé par Pé-

kin. L'autre retombée logique concerne l'UE. La motivation de surtaxer les importations américaines d'olives repose sur le problème du prix, puisque selon Donald Trump, les olives sont importées à un prix inférieur à celui pratiqué pour les productions domestiques. En cause, les aides, pourtant découplées, versées aux producteurs européens. Dit autrement, Trump s'en prend à un dispositif qui, selon Bruxelles, était conforme aux règles de l'OMC, et suggère ainsi aux européens de réexaminer en profondeur leur PAC. Une aubaine pour les contempteurs de l'orientation que Bruxelles a fait prendre à la PAC depuis 1992.

#### LA POLITIQUE AGRICOLE AMÉRICAINE EN MODE INCERTAIN

Si les agriculteurs américains sont désormais les victimes collatérales de la politique commerciale de leur Président pour qui ils ont voté à 78%, quelle va être la configuration de la nouvelle politique agricole qui émergera des discussions au Congrès ?

On sait que le Farm Act 2014-2018, péniblement voté à l'époque, prend fin en novembre. On sait tout autant que les élections de mi-mandat du 6 novembre comportent un risque politique pour les Républicains, qui préfèrent ajourner les Sessions dédiées à l'agriculture et se consacrer à leurs campagnes électorales. Le Farm Bill ne verra sans doute pas le jour avant la fin de l'année, c'est-à-dire une fois le paysage du Congrès recomposé. Dans l'hypothèse où le Congrès pencherait du côté démocrate, les négociations agricoles pourraient être bloquées au moins jusqu'au début de l'année 2019. A cela s'ajoutent les divergences de points de vue entre le Sénat et la Chambre des Représentants sur les critères d'éligibilité à l'aide alimentaire, divergences qui ne faciliteront pas l'éclosion d'une nouvelle Loi pour 2018-2022.

Les principaux dispositifs de la Loi qui s'achève restent en vigueur, en particulier pour les outils assurantiels, tandis que d'autres sont désormais gelés (promotion des exportations, programmes d'aides à la ruralité...).

#### DES ATTENTES LÉGITIMES

La question agricole n'en finit pas d'interpeller. Au-delà des intentions de changer de paradigme productif pour répondre à des attentes sociétales et environnementales, l'équation se complexifie avec les perturbations engendrées par la géopolitique. Les préoccupations des agriculteurs apparaissent donc légitimes, puisque c'est leur survie qui est engagée, et, plus généralement, la capacité des pays qui le peuvent à préserver leur indépendance alimentaire et leur dynamique territoriale. Se caractérisant par des déséquilibres chroniques et des incertitudes radicales, la période actuelle est bel et bien propice à une remise à plat des politiques agricoles, à une réflexion intense sur leur légitimité, leur efficacité, appelant du même coup à se demander si elles font bon ménage avec l'esprit du libéralisme.

Contact : Thierry POUCH

## L'AGRICULTURE, CE PARENT PAUVRE DU PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

Le prochain prix Nobel d'économie 2018, ou plutôt devrait-on dire le lauréat du prix de la Banque de Suède, sera décerné le 14 octobre 2018\*. Comme chaque année, peu de surprises sont attendus quant à la discipline récompensée, les travaux sur la microéconomie des marchés ou la finance trasant la plupart des récompenses. Et l'agriculture dans tout ça ?

Les nombreux débats autour de l'attribution du prix de la Banque de Suède se concentrent régulièrement sur les mêmes questionnements. Des contestations qui concernent l'omniprésence américaine dans les récompensés (près de 80 %), le manque de femmes lauréates ; une seule sur 77 lauréats, qui était Elinor Ostrom (1933-2012) pour sa contribution à la gouvernance des biens communs ; ou bien des interrogations sur la faible représentation des courants « hétérodoxes ». Il apparaît également que certains domaines n'ont que trop peu souvent récoltés les lauriers du juré constitué par l'Académie royale des sciences de Suède. Parmi ceux-là, l'économie agricole apparaît comme un domaine largement ignoré depuis la création de ce prix en 1968.

A ce jour, il se trouve qu'un seul économiste fut récompensé pour ses travaux sur l'agriculture. L'américain Theodore William Schultz (1902-1998) partagera ce prix en 1979 avec l'économiste Saint-Lucien Arthur Lewis (1915-1991) pour leurs apports à l'économie du développement, Schultz ayant notamment contribué à développer la notion de capital humain à travers ses travaux sur l'impact de l'éducation sur la productivité agricole.

### LIBÉRALISME ET INTERVENTIONNISME DANS L'AGRICULTURE SELON SCHULTZ

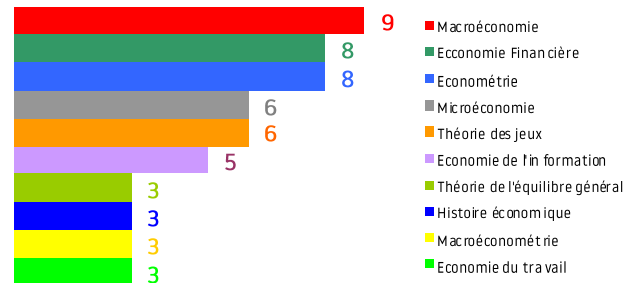
Mais les travaux antérieurs de Schultz sur l'agriculture sont encore riches d'enseignements de nos jours. Dans son ouvrage *The economic organization of agriculture* (1953), Schultz montre que les évolutions imprévisibles des prix et des quantités agricoles du fait de la dépendance de la production aux aléas climatiques nécessitent obligatoirement une intervention de l'État pour prendre en charge ces risques. Par ailleurs, Schultz montre que les États dans l'histoire des sociétés ont été confrontés à un délicat arbitrage entre assurer un revenu aux paysans avec des prix élevés, ou privilégier le pouvoir d'achat des centres urbains avec des prix bas. Au final, les paysans se sont trouvés être la variable d'ajustement des volontés électoralistes, et les urbains ont le plus souvent été privilégiés par les pouvoirs politiques. Schultz émet une seconde critique envers ces erreurs d'appréciation de l'État par la gestion des politiques agricoles confiées à une bureaucratie jugée hors-sol et ignorante des problématiques agricoles.

Deux problématiques encore récurrentes aujourd'hui, au regard des débats autour du projet de loi des États Généraux de l'Alimentation (EGA) ou des réformes insatisfaisantes de la politique agricole commune (PAC). Surtout, malgré les critiques de Schultz envers l'interventionnisme d'État, lui qui était à tendance libérale et opposé aux mécanismes de subventions, pointait davantage les erreurs d'appréciation de l'État et non les justifications de cet interventionnisme. Ses propositions en matière de politiques publiques agricoles se focalisaient sur l'aide aux investissements pour les agriculteurs, moyen le plus efficace selon lui pour améliorer le revenu des agriculteurs. Depuis 1979 donc, aucun autre prix Nobel dans le domaine de l'économie rurale n'a été décerné, à tel point d'ailleurs que les débats académiques semblent relativement figer sur ces questions agraires.

### CES DOMAINES ÉCONOMIQUES QUI « CANNIBALISENT » LE NOBEL

Un constat saisissant quant à l'observation de l'attribution des prix de la Banque de Suède concerne l'omniprésence de certains domaines économiques : La macroéconomie, l'économétrie et l'économie financière ont été les principaux domaines récompensés depuis 1969 (graphique).

Graphique - Nobel d'économie, les domaines les plus récompensés (1969-2017)



2491 - Chambres d'Agriculture - Etudes économiques

source : Nobelprize.org

Si l'on peut considérer que les modalités d'attribution de ce prix sont influencées par une sorte de classement des domaines économiques selon leur popularité, leur importance dans les champs académiques et/ou le prestige des universités qui enseignent ces domaines, il apparaît assez surprenant que les prix décernés sur ces 10 dernières années soient quelques peu en décalage avec des sujets socio-économiques majeurs. Sans vouloir dénigrer les travaux des derniers lauréats ou remettre en cause le processus d'attribution du prix qui privilégie les auteurs en fin de vie (le prix ne pouvant être attribué à une personnalité à titre posthume), l'interrogation est vive concernant le manque de renouvellement et l'absence de contribution majeure pour la pensée économique.

L'agriculture est pourtant bien un domaine qui pourrait faire émerger des futurs Nobels d'économie. Que ce soit par les préoccupations liées au changement climatique, la lutte contre la faim dans le monde ou l'amélioration des revenus de la paysannerie du Nord comme du Sud, l'économie agricole est un champ relativement vaste pour faire émerger des travaux académiques innovants.

Pourquoi donc une telle absence ? Les raisons sont certainement multiples : sous-représentation de la matière dans les facultés d'économie, manque de prestige des laboratoires de recherche en économie rurale, défaut d'exposition des sujets dans les grandes revues académiques ou désintérêt des politiques publiques pour financer la recherche... Sans oublier la liste d'attente encore très longue des économistes potentiellement nobélisables, tels que Olivier Blanchard, Anne Krueger ou Nouriel Roubini, qui ne sont pas à proprement parler des spécialistes de l'agriculture.

En attendant, seuls le World Food Prize ou le Right Livelihood Award récompensent les avancées en matière d'agriculture et d'agronomie. A l'avenir, il sera bien entendu souhaitable que des contributions significatives soient de nouveaux apportées, aussi bien en économie agricole qu'en économie en général. Puisse alors que la célèbre formule employée par le défunt Nobel Maurice Allais (1911-2010) à propos du prix de la Banque de Suède se révèle fautive : « Tous les grands sapins sont tombés, il ne reste que des arbustes » (1988).

Contact : Quentin Mathieu

\* A l'écriture de ces lignes, les nouveaux lauréats n'étaient pas encore connus. Les américains William Nordhaus et Paul Romer sont donc les nouveaux lauréats de l'année 2018, pour leurs contributions respectives à la modélisation de l'activité humaine sur le réchauffement climatique et aux théories de la croissance endogène. Une récompense amplement méritée.

## 694 000 ACTIFS (EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN) DANS LA PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES AGRICOLES EN FRANCE EN 2017

C'est un marronnier, certes, mais c'est un marronnier qui compte... Le Ministère de l'Agriculture vient de publier son bilan annuel de l'emploi agricole comprenant des estimations pour 2017. Avec un total de 694 000 actifs (en équivalent temps plein), l'emploi agricole continue de baisser encore (702 200 actifs en 2016) mais sur long terme, on constate que cette baisse s'est ralentie ; c'est une maigre consolation.

Le prochain Recensement Agriculture (RA) aura lieu en 2020 et le précédent a eu lieu en 2010. Entretemps, le Ministère de l'Agriculture publie des estimations de l'emploi agricole pour combler cette lacune d'informations durant ces dix ans. La première source d'estimation de l'emploi agricole est les enquêtes sur un échantillon d'environ 60 000 exploitations qui ont été faites en 2013

(<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/structure-des-exploitations-964/enquete-structure-2013/>) et en 2016

(<http://agreste.agriculture.gouv.fr/enquetes/structure-des-exploitations-964/enquete-structure-2016/>).

La seconde source (dont nous parlons ici) est le bilan annuel de l'emploi agricole. Cette opération statistique a ceci d'original que dans un premier temps, elle mobilise les données collectées par la Mutualité Sociale Agricole auprès des personnes affiliés au régime agricole (à des fins de gestions), et que dans un second temps, elle reformate ces données selon la nomenclature du RA. In fine, cela aboutit à des estimations annuelles de l'emploi agricole en adéquation avec les RA de 2000 et 2010, et donc à la possibilité de faire des comparaisons sur le moyen et long terme.

### LA BAISSÉ DE L'EMPLOI AGRICOLE S'EST RALENTIE DEPUIS 2000

Entre le RA de 2000 et celui de 2010, l'emploi dans les exploitations agricoles et les entreprises de services agricoles (Entreprises de travaux agricoles et Coopérative d'utilisation de matériel agricole) était passé de 957 400 actifs (équivalents temps plein) à 751 400, soit un recul de -2.4% par an. Depuis 2010, les bilans annuels successifs ont montré un ralentissement de l'érosion de l'emploi agricole avec une baisse annuelle moyenne de -1.1% entre 2010 et 2017. Ce ralentissement concerne toutes les catégories d'actifs : actifs familiaux et non-familiaux, actifs salariés et non-salariés (tableau 1)

**Tableau 1 : Les actifs agricoles entre 2010 et 2017 par catégorie d'emploi**

En millier d'Unité de Travail Annuel	Nombre en millier			Taux de variation annuelle (%)	
	2000	2010	2017	2000 - 2010	2010 - 2017
Périmètre RA	957,4	751,4	694,0	-2,4	-1,1
Total actifs agricoles	957,4	751,4	694,0	-2,4	-1,1
Chefs d'exploitation et coexploitants	536,5	445,8	402,1	-1,8	-1,5
Conjoints et autres actifs agricoles non-salariés	169,7	74,9	43,0	-7,9	-7,6
Salariés permanents des exploitations	149,4	140,1	138,6	-0,6	-0,2
Salariés saisonniers des exploitations	93,8	78,9	95,6	-1,7	2,8
Salariés des ETA, CUMA	8,0	11,7	15,3	3,9	3,9

Source : Agreste -Bilan annuel de l'emploi agricole

### ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'EMPLOI PAR ORIENTATION DE PRODUCTION DES EXPLOITATIONS

Les évolutions de l'emploi agricole par orientation de production sont des plus contrastées (tableau 2).

**Tableau 2 : Actifs agricoles entre 2010 et 2017 par orientation technico-économique des exploitations**

	Nombre en millier (UTA)			Taux de variation annuelle (%)	
	2000	2010	2017	2000 - 2010	2010 - 2017
Céréales - Oléagineux - Protéagineux	84	80	73	-0,5	-1,3
Autres grandes cultures	63	49	48	-2,4	-0,5
Maraîchage	27	23	25	-1,5	1,3
Fleurs, horticulture diverse	46	34	29	-3,0	-2,1
Viticulture	152	133	130	-1,4	-0,3
Fruits et autres cultures permanentes	48	37	38	-2,6	0,4
Bovins lait	137	95	80	-3,5	-2,5
Bovins viande	89	70	61	-2,3	-2,1
Bovins mixte	34	21	18	-4,6	-2,5
Ovins, caprins	44	34	32	-2,4	-1,1
Autres herbivores	27	26	25	-0,5	-0,3
Porcins	17	14	13	-2,0	-1,2
Volailles	31	26	24	-1,7	-1,2
Autres élevages hors-sol	23	15	13	-4,2	-1,9
Polyculture, polyélevage	137	95	87	-3,6	-1,2
<b>Total actifs</b>	<b>957</b>	<b>751</b>	<b>694</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,1</b>

Source : Agreste -Bilan annuel de l'emploi agricole

Une des premières questions qui vient à l'esprit au regard de cette diversité, c'est : les évolutions de l'emploi par orientation de production suivent-elles les évolutions de revenu par orientation de production ? Sur la période, il semble que le lien entre revenu et emploi ne soit pas mécanique (dernière publication sur les revenus sectoriels par le Ministère de l'agriculture : «Résultats économiques des exploitations en 2016 », Agreste Primeur n°248, décembre 2017).

Ainsi, deux secteurs d'activité ont connu des baisses de revenu particulièrement fortes et brutales entre 2010 et 2017 : les Céréales et Oléoprotéagineux (COP) et l'élevage de bovins (lait et viande). Pour les COP, l'évolution de l'emploi (accélération de la baisse) est cohérente avec celle du revenu tandis que pour l'élevage bovin, on observe que la baisse tendancielle des revenus est concomitante avec un ralentissement de la baisse de l'emploi, ce qui a de quoi surprendre.

Sinon, pour les autres secteurs d'activité, le ralentissement de l'érosion dans les exploitations depuis 2010 est cohérent avec les évolutions de revenu plutôt orientées à la hausse.

Que retenir de cet examen rapide de ces statistiques sur l'emploi agricole ? Peut-être la remarque la plus simple, c'est que l'érosion des actifs dans l'agriculture s'est certes ralentie mais qu'on est très loin d'une reprise de l'emploi ; sur le plan de l'emploi, l'agriculture est un secteur qui est toujours en perte de vitesse.

## L'ÉLEVAGE ENTRE STOCKS ET SÉCHERESSE

L'élevage en France connaîtra-t-il des jours meilleurs ? Lait, viandes, des secteurs qui sont dans le marasme depuis quelques années, si l'on fait exception des embellies engendrées par un surcroît d'exportations de viande porcine vers la Chine, ou de viande bovine en vif vers l'Italie, la Grèce, ou bien la Turquie et l'Iran.

Embellies seulement, car de tels débouchés se referment bien vite, à la faveur d'une crise sanitaire, d'une reprise de la production locale, d'une concurrence renforcée ou d'un ralentissement de la croissance économique. Les éleveurs de porc en savent quelque chose, eux qui sont devenus exportato-dépendants depuis quelques années. En ce troisième trimestre 2018, la conjoncture de l'élevage est préoccupante. Elle est liée à l'épisode de sécheresse qui a exercé de puissantes répercussions sur les productions animales, du fait d'une raréfaction des disponibilités en fourrages, répercussions exacerbées par la demande de fourrage exprimée par les pays du Nord de l'Europe, durement frappés par cet accident climatique. Suède, Allemagne, Pays-Bas, Danemark, se sont portés acquéreurs de quantités de fourrage pour nourrir les animaux et se doter de réserves pour l'hiver, occasionnant au passage une flambée du prix.

Il en découle une augmentation des coûts de production pour les éleveurs et une diminution du potentiel de production de viande et de lait en Europe, pouvant aller jusqu'à 60% dans le secteur laitier. Les éleveurs peuvent toujours puiser dans leurs réserves hivernales de fourrage afin de compenser les effets de la sécheresse estivale, et réduire momentanément le coût de l'aliment. Cela ne fait toutefois que reporter dans le temps court la question du potentiel de production. Ce qui oblige certains éleveurs à enclencher la dynamique de décapitalisation, en amenant à l'abattoir les vaches laitières, occasionnant une décrue de la collecte de lait. La hausse des abattages est comprise entre 5 et 17% selon les pays membres. La conséquence directe de ce comportement est un engorgement du marché de la viande bovine et une baisse des prix.

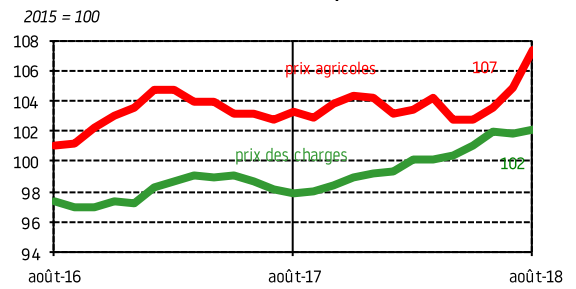
Concernant le secteur laitier, la baisse de la collecte laisse entrevoir une remontée des prix, toujours espérée, mais qui, structurellement, se heurte aux stocks de poudre détenus par la Commission européenne, stocks qui ne sont pas neutres dans le processus de formation des prix sur le marché. Le prix de la poudre se situe d'ailleurs en-deçà du prix d'intervention. La Commission a voulu vendre une partie de ses stocks à un prix inférieur à celui de l'intervention. Sans grand résultat à ce jour, sauf pour certains opérateurs de marché qui tirent profit de ce différentiel entre le prix à l'intervention et le prix bradé par la Commission qui souhaite se délester de ces volumes de poudre. Il serait pourtant possible d'utiliser une partie de ces stocks pour l'alimentation animale, et contribuer ainsi à l'assouplissement des coûts pour les éleveurs, et par voie de conséquence, à la préservation du potentiel de production.

L'élevage est d'autant plus en difficultés que les négociations commerciales avec le MERCOSUR, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, après l'Accord CETA, assombrissent les perspectives du fait des contingents à droits nuls ou réduits qui ont été, et seront accordés, notamment pour la viande bovine.

L'évolution du secteur de l'élevage requiert de trouver des leviers pour le pérenniser et l'adapter aux enjeux du moment. Pour l'économie, les territoires, la qualité de notre alimentation, des mesures doivent être prises à l'échelle européenne, qui ne soient pas seulement du registre du libre-échange et de l'économie budgétaire.

Contact : Thierry Pouch

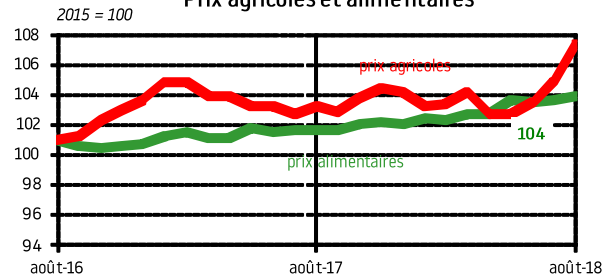
### Ciseau des prix



APCA - Etudes économiques

source : INSEE

### Prix agricoles et alimentaires



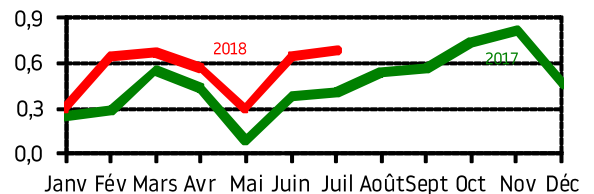
APCA - Etudes économiques

source : INSEE

% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,1%	1,9%	2,7%
Prix agricoles	1,2%	1,9%	2,9%
Prix des charges	0,2%	4,3%	4,9%
Inflation	-0,1%	2,3%	3,0%

### Solde agroalimentaire

en milliards d'euros

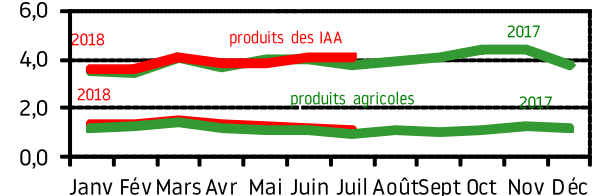


APCA - Etudes économiques

source : Douanes

### Exportations agroalimentaires

en milliards d'euros



APCA - Etudes économiques

source : Douanes

Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En juillet	Cumul 7 mois
2018	0,686	3,843
2017	0,404	2,418



<sup>1</sup> FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, FAO.

<sup>2</sup> Alejandro Werner, "Outlook for the Americas: A Tougher recovery", IMF Blog, 23 juillet 2018.